



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Galerias Lafayette

A 97 ans, la présidente Ginette Moulin passe la main

Ginette Moulin, 97 ans, la présidente de la holding familiale Motier, qui contrôle les Galerias Lafayette, a passé la main fin août à son gendre Philippe Houzé, ... • (Page 08)

Informatique

En difficulté, Atos revoit ses prévisions à la baisse

Le groupe d'informatique français Atos a révisé à la baisse ses projections financières pour la période 2024-2027 ... • (Page 08)

Accès au logement en Afrique de l'Ouest

• (Page 03)

La CRRH-UEMOA, leader de l'innovation financière



Transformation économique

• (Page 04)

Le Togo signe des accords stratégiques avec des investisseurs chinois



2ème Forum Indonésie-Afrique

32 accords commerciaux de plus de 3,5 milliards USD signés

L'Indonésie a signé 32 accords avec des pays africains lors du sommet de Bali, a annoncé mardi le ministère ... • (Page 02)

Incendie au marché de Kégué

L'évaluation des dégâts en cours, des dispositions prises

Une partie du marché de Kégué (commune du Golfe 2) a été touchée par un incendie dans la nuit du mardi 03 septembre. Le sinistre, qui ... • (Pages 04)

COP 29

Les institutions africaines définissent l'agenda climatique

Anthony Nyong, directeur du Département du changement climatique et de la croissance verte à la Banque africaine de développement, ... • (Page 06)

Incendie au port de Lomé

Les précisions du Contre-Amiral Fogan Kodjo Adegnon

Le Directeur Général du Port Autonome de Lomé porte à la connaissance des opérateurs économiques et de tous les usagers du Port de Lomé, qu'un ... • (Page 11)

DOCTOR OF BUSINESS ADMINISTRATION (DBA)
Devenez le stratège dont le monde des affaires a besoin avec notre DBA!

Décrochez une bourse de 60%

<https://bit.ly/BOURSEGUSTDBA>

direction@career-academyinstitute.com +228 92498888

2ème Forum Indonésie-Afrique

32 accords commerciaux de plus de 3,5 milliards USD signés

L'Indonésie a signé 32 accords avec des pays africains lors du sommet de Bali, a annoncé mardi le ministère des Affaires étrangères du pays.



• Nicole Esso

Le Vice-Président de la Commission de la CEDEAO, S.E. Damtien Tchintchibidja, a assisté au 2e Forum Indonésie - Afrique (IAF II) Qui S'est Tenu à Bali les 2 et 3 Septembre 2024. Le 2ème Forum Indonésie - Afrique (FIA II) est une plateforme visant à renforcer la coopération économique concrète avec l'Afrique en tant que partenaire économique clé de l'Indonésie, après le succès du premier FIA en 2018. Le Forum se tient sous le thème de « l'esprit de Bandung pour l'Agenda 2063 de l'Afrique », mettant en évidence les valeurs et les principes partagés qui jetteraient des bases solides pour des relations robustes, inclusives, égales et durables entre l'Indonésie et l'Afrique. S.E. Damtien TCHINTCHIBIDJA, qui a dirigé la délégation de la CEDEAO, a fait une présentation au cours de la première table ronde consacrée à l'état des lieux et aux perspectives de coopération entre la CEDEAO et l'Indonésie, soulignant les aspirations communes, ainsi que les domaines actuels et potentiels de la coopération future. « Le 2e Forum Indonésie-Afrique (IAF) s'est conclu sur un

total de 32 accords commerciaux d'une valeur de plus de 3,5 milliards de dollars », a déclaré le ministère indonésien dans un communiqué sur X, à l'issue d'un sommet de trois jours à Bali. Le ministère a ajouté que quatre accords ont été signés dans le secteur stratégique, neuf dans le secteur de la santé et six dans celui des énergies renouvelables. En outre, le ministère indonésien des Affaires étrangères et l'Agence japonaise de coopération internationale « ont signé un mémorandum de coopération pour le développement de l'Afrique » en marge du sommet, ajoute le communiqué. La valeur totale des engagements de coopération de l'Indonésie avec les pays africains lors du 2e Forum Indonésie-Afrique (IAF) 2024 a augmenté de manière significative pour atteindre 3,5 milliards de dollars américains par rapport au premier en 2018, qui avait généré 568 millions de dollars américains. Parmi les réalisations importantes de l'IAF II figurent la signature d'un certain nombre de protocoles d'accord (MoU) et d'accords de coopération stratégique, à savoir le développement de l'énergie géothermique entre PT PLN et TANESCO Tanzanie, un accord-cadre

sur la coopération en matière de transfert de technologies de la santé entre Biofarma et Atlantic Lifescience Ghana et une lettre d'intention (LOI) entre PT Dirgantara Indonesia et AD Trade qui facilite l'achat et la maintenance d'avions par le Congo et le Sénégal. Le 2e IAF s'est tenu en conjonction avec le Forum de haut niveau sur les partenariats multipartites (HLM MSP) du 1er au 3 septembre 2024. "L'IAF II fait suite à l'IAF I qui s'est tenu en 2018 et sera ouvert directement par le président de l'Indonésie", a-t-il déclaré. L'IAF II rassemble non seulement plus de 1 400 participants, dont des chefs d'État, des ministres, des entrepreneurs et des universitaires, mais devient également un lieu de création de véritables partenariats dans quatre principaux secteurs de coopération dans les domaines de l'énergie, de la sécurité alimentaire, de la santé et des minéraux. Outre l'aspect de la coopération économique, l'IAF II est également une plateforme pour faire revivre l'esprit de Bandung, héritage important de la Conférence Asie-Afrique de 1955, qui constitue une étape importante ainsi qu'un fondement important des relations entre l'Indonésie et l'Afrique.

AUX DECIDEURS ...

Le baobab, symbole de résilience climatique

Les baobabs atteignent des âges extraordinairement vieux. Certains sont âgés de plusieurs milliers d'années. Au cours de ces vies, les baobabs âgés ont survécu à des conditions climatiques erratiques.

En tant qu'écologiste ayant passé les 17 dernières années à étudier le baobab, Sarah Venter, écologiste spécialiste des baobabs, Université du Witwatersrand a examiné spécifiquement la santé des baobabs adultes en Afrique pour déterminer si les changements climatiques plus récents d'origine humaine ont commencé à avoir un effet sur ces magnifiques arbres.

Au cours de la dernière décennie, le commerce croissant des produits dérivés du baobab a soutenu des milliers de communautés rurales, en particulier les femmes marginalisées qui peuvent cueillir les fruits des arbres situés autour de leurs exploitations et les vendre pour en tirer un revenu indispensable. La disparition éventuelle des baobabs aurait des conséquences dévastatrices pour de nombreuses personnes et pour les économies locales.

Il est bien connu que les baobabs atteignent un âge extraordinaire. La datation au radiocarbone a permis de découvrir à plusieurs reprises des baobabs âgés de plus de 1 000 ans, les plus vieux d'entre eux atteignant 2 500 ans. Au cours de leur vie, les baobabs ont survécu à des conditions climatiques erratiques, notamment des sécheresses et des inondations. Les chercheurs ont utilisé des isotopes de carbone récupérés dans la moelle de neuf baobabs pour recréer les régimes de précipitations des 1 000 dernières années.

La mortalité des arbres adultes est négligeable, sauf là où l'on trouve des éléphants. Les éléphants se nourrissent d'écorce de baobab pendant la saison sèche et, lorsque leur nombre devient trop élevé, les baobabs sont surexploités, ce qui peut entraîner un déclin de leur population. Cependant, là où il n'y a pas d'éléphants, les baobabs adultes ont un taux de survie très élevé.

Les baobabs sont bien sûr menacés par plusieurs facteurs, dont le plus dévastateur est l'herbivorie (le fait de manger des plantes). Des études menées dans toute l'Afrique ont montré que les jeunes arbres subissent une forte pression de broutage de la part des animaux domestiques et de la faune sauvage. Si le broutage ne constitue pas une menace aussi importante pour les baobabs adultes, les éléphants le sont.

Bien que les grandes sécheresses du milieu des années 1960 et du début des années 1970, 1980 et 1990 aient certainement causé la mort de plusieurs baobabs dans la région, trop d'eau semble être une plus grande menace pour les baobabs que trop peu.

Les baobabs sont vulnérables à l'excès d'eau pendant la saison sèche (hiver) lorsqu'ils sont dépourvus de feuilles, car celles-ci agissent comme une pompe pour l'eau qui vient des racines. Sans feuilles, les baobabs n'ont aucun moyen d'évacuer l'excès d'eau et développent une pourriture des racines et des tiges, ce qui entraîne l'effondrement ou la mort.

Alors que les températures mondiales continuent d'augmenter, des millions de formes de vie à travers le monde sont menacées.

Les plantes et les animaux diffèrent dans leur capacité à s'adapter aux variations climatiques. Beaucoup d'entre eux sont sensibles au moindre changement et peuvent donc être les premiers à mourir.

Les baobabs, au contraire, sont bien adaptés aux changements de température et de précipitations, comme le montrent leur large répartition géographique et leur longévité extrême. Les baobabs, comme toute forme de vie, ne sont pas immortels, mais ils pourraient bien être le « dernier arbre debout ». Loin d'être victimes du changement climatique, comme le laissent entendre les réseaux sociaux, ils peuvent être des symboles de résilience.

M.T

Image du jour

En route pour la CAN 2025 !

CALENDRIER ELIMINATOIRES

06 SEPTEMBRE 2024
TOGO vs LIBÉRIA

09 SEPTEMBRE 2024
GUINÉE EQ vs TOGO

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

LA CRRH-UEMOA : LEADER DE L'INNOVATION FINANCIÈRE POUR L'ACCÈS AU LOGEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

Poursuivant son ambitieux plan stratégique, la CRRH-UEMOA enregistre un résultat net à fin juin 2024 de 844 millions de FCFA en hausse de 78% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette performance remarquable découle principalement d'une croissance significative du Produit Net Bancaire (PNB) de 22% et d'une gestion rigoureuse des charges, confirmant ainsi la solidité financière de l'institution.

La dynamique positive est également reflétée par le niveau record des refinancements de portefeuilles de prêts hypothécaires. Plus de 35 milliards de FCFA ont été accordés aux banques de l'UEMOA au cours du premier semestre, permettant le financement de plus de 1 800 unités de logements. Fidèle à sa nouvelle vision, la CRRH-UEMOA a élargi sa base de clients en accompagnant également des banques non-actionnaires dans le refinancement de leurs portefeuilles. Grâce au changement de paradigme opéré, l'institution a également incité des banques actionnaires à réaliser leur premier refinancement. La CRRH-UEMOA vise à répondre aux besoins des banques et à les accompagner dans le développement de leurs activités de prêts au logement pour les ménages.

Avec plus de 415 milliards de FCFA mobilisés depuis sa création, la CRRH-UEMOA s'efforce d'améliorer les conditions de vie des populations et de promouvoir le développement économique à travers des solutions innovantes et diversifiées.

Augmentation de Capital

Afin de soutenir son plan stratégique ambitieux, les banques actionnaires de la CRRH-UEMOA ont manifesté leur volonté de participer à une augmentation de capital réservée, d'un montant de 1,6 milliards de FCFA. Parallèlement, la SFI (IFC) a exprimé son intention d'accroître sa participation dans le capital de la CRRH-UEMOA, dans le sillage de l'augmentation de capital réalisée au bénéfice de la BOAD, confortant ainsi sa place de deuxième plus important actionnaire de la CRRH-UEMOA.

A la suite de cette opération en faveur de ses actionnaires, la CRRH-UEMOA ouvre la dernière phase de son programme d'augmentation de capital qui s'adresse aux banques non-actionnaires de l'Union désireuses d'entrer au capital de la CRRH-UEMOA.

Perspective positive exprimée par l'Agence Bloomfield

Pour la septième année consécutive, l'agence de notation Bloomfield a confirmé la notation AA+ de la CRRH-UEMOA, plaçant ainsi l'institution parmi les meilleures signatures de l'UEMOA. De plus, la perspective positive attribuée par Bloomfield laisse entrevoir la possibilité d'un rehaussement à la notation AAA, la plus haute distinction de l'agence. Cette reconnaissance est basée sur de nombreux facteurs positifs, notamment le niveau record d'activités de refinancement grâce aux ressources mobilisées sur les marchés régionaux et internationaux, l'amélioration des performances financières en lien avec le dynamisme de l'activité, et la refonte du modèle d'affaires avec de nouvelles activités en cours de déploiement.

Lancement d'une solution innovante : la Garantie de Prêts au Logement (GPL)

En partenariat avec le Fonds de Solidarité Africain (FSA), la CRRH-UEMOA a introduit la Garantie de Prêts au Logement (GPL), une solution innovante qui atténue significativement le risque de crédit associé aux prêts hypothécaires. Cette garantie permet aux banques de renforcer leur capa-



cité d'intervention tout en réduisant leur exposition au risque, et en libérant des fonds propres pour étendre leurs activités de crédit. La GPL contribue ainsi à une meilleure accessibilité au logement pour les ménages de la région.

Projets de titrisation de portefeuilles de prêts hypothécaires :

Dans le cadre de son engagement à dynamiser le marché financier régional, la CRRH-UEMOA a lancé le programme de titrisation RMBS ZAKA. Le programme RMBS ZAKA, le premier du genre dans la région, est conçu pour répondre aux standards internationaux les plus élevés et vise à alléger les besoins de fonds propres des banques en transformant leurs créances hypothécaires en titres négociables sur le marché financier. En partenariat avec BOAD TITRISATION, la CRRH-UEMOA se positionne comme un acteur-clé de cette transformation en facilitant l'accès au financement pour un plus grand nombre de ménages. Ce programme de titrisation en cours de finalisation illustre, non seulement l'innovation de la CRRH-UEMOA, mais aussi sa capacité à répondre aux besoins croissants du secteur immobilier dans l'UEMOA.

Perspectives pour le second semestre 2024

Fort de ses performances solides au premier semestre 2024, la CRRH-UEMOA aborde la seconde moitié de l'année avec des perspectives prometteuses. L'institution prévoit d'accroître ses activités de refinancement, avec un pipeline solide qui laisse présager un volume significatif de nouveaux refinancements sur le second semestre. Par ailleurs, les nouvelles initiatives comme la Garantie de Prêts au Logement continuent de susciter un vif intérêt de la part des banques de la région. Ces initiatives, soutenues par l'augmentation de capital en cours, positionnent la CRRH-UEMOA en renforçant son impact dans le financement du logement abordable dans l'UEMOA.

A propos de la CRRH UEMOA

Fruit de la coopération engagée en 2005 par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et l'autorité des Marchés Financiers de l'UEMOA (AMF-UEMOA), pour la mise en place d'un marché hypothécaire dans les pays de l'UEMOA, la CRRH-UEMOA est une institution financière régionale de premier plan dans le domaine du financement du logement. Catalyseur du développement de l'habitat à travers des solutions innovantes, diversifiées et à l'échelle qui facilitent le financement de l'ensemble de l'écosystème immobilier, sa mission est de promouvoir l'accès au logement dans les pays de l'UEMOA. La CRRH-UEMOA travaille en étroite collaboration avec les banques, les institutions de microfinance et d'autres parties prenantes pour élargir l'accès au financement du logement et améliorer les conditions de vie des ménages à travers les pays de l'UEMOA.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	2,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	591,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	ONU/CEP, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	ONU/CEP, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	ONU/CEP, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100.

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Transformation économique

Le Togo signe des accords stratégiques avec des investisseurs chinois

En marge du Forum économique sino-africain (FOCAC 2024), le chef de l'État togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, a visité des sites industriels majeurs en Chine. Au cours de ce séjour, des accords stratégiques ont été signés dans les secteurs de l'énergie et de la santé.



● Joël Yanclou

Au cours de son séjour en Chine, dans le cadre du FOCAC 2024, le Président Faure Gnassingbé a exploré les atouts économiques de la province de Shandong, l'une des plus importantes régions économiques du pays. À plus de 500 km de Pékin, cette province est reconnue pour son hub financier, naval et agricole. Faure Gnassingbé a été accueilli avec chaleur par les autorités locales et a rencontré divers investisseurs et opérateurs économiques. Le Président togolais a notamment visité le terminal automatisé

du Shandong Port Group à Qingdao, un port stratégique mondialement réputé et étroitement lié au Port de Lomé. Par ailleurs, Faure Gnassingbé s'est rendu au siège du Groupe Haier, une entreprise innovante, leader mondial dans la fabrication d'appareils électroniques et électroménagers. Ces visites ont abouti à la signature de mémorandums d'accord (MOU) dans les secteurs de la santé et de l'énergie, consolidant les relations économiques sino-togolaises. Cette mission en Chine, particulièrement dans la province de Shandong, revêt une importance stratégique pour le Togo. En s'ouvrant à des investissements dans

des domaines clés comme l'énergie et la santé, Faure Gnassingbé vise à renforcer la transformation économique du pays. La signature des MOU, notamment avec des géants comme le Groupe Haier, illustre la volonté du Togo d'attirer des investissements technologiques et industriels de grande envergure pour soutenir son développement. Ces accords ont également une dimension structurelle pour le Togo, car ils visent à moderniser des secteurs stratégiques tout en créant des opportunités d'emploi et de formation. La visite du Président Faure Gnassingbé intervient dans le cadre du neuvième Forum économique sino-africain (FOCAC 2024), un espace de dialogue privilégié entre la Chine et les pays africains pour renforcer la coopération économique. Les discussions avec le gouverneur de Shandong, Zhou Naixiang, et les accords signés montrent la volonté du Togo de diversifier ses partenariats internationaux pour soutenir son programme de développement, conformément à la Feuille de route gouvernementale 2020-2025.



Incendie au marché de Kégué

L'évaluation des dégâts en cours, des dispositions prises

Une partie du marché de Kégué (commune du Golfe 2) a été touchée par un incendie dans la nuit du mardi 03 septembre.

Le sinistre, qui s'est rapidement étendu à plusieurs étals et échoppes, a été rapidement maîtrisé grâce à la réactivité des sapeurs-pompiers et la mobilisation des populations riveraines. Plusieurs officiels alertés, parmi lesquels des membres du gouvernement, des députés et des responsables de la commune, se sont déplacés sur le site, afin de constater les événements et de faire part aux victimes de leur solidarité et de leur soutien. Parallèlement, des dispositions ont été engagées, à l'issue de réunions avec les responsables communaux, afin de recenser les personnes victimes, et leur permettre de

recupérer certaines marchandises. "Le pire a été évité, une bonne partie du marché a été préservée", a notamment indiqué la Gouverneure du Grand Lomé, Zouréhatou Kassa Traoré, à

la tête de la délégation d'officiels. Le périmètre du marché a été ceinturé, en attendant la fin des opérations d'identification de l'origine du feu.

(Togo Officiel)



Administration territoriale

Les cadres du ministère se forment sur l'élaboration du budget-programme

Les cadres du ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière ont démarré, mardi 3 septembre dernier, un atelier de formation sur le budget-programme. Cette rencontre de cinq jours devrait permettre à ces fonctionnaires de maîtriser les différentes étapes nécessaires à l'élaboration d'un budget-programme.

Concrètement, les discussions porteront sur plusieurs sujets, notamment la déconcentration de la fonction d'ordonnateur (mesure qui vise à accroître l'autonomie des administrations locales dans la gestion des ressources financières) et les transferts budgétaires. Les participants seront, en outre, outillés sur la centralisation des informations préliminaires

à l'élaboration du document de programmation pluriannuelle des dépenses pour la période 2025-2027. Cette initiative, soutenue par le Programme de décentralisation et de bonne gouvernance, phase IV (Pro-DeG-IV) de la coopération allemande, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des réformes instaurées par le gouvernement. Pour rap-

pel, depuis 2020, le Togo est passé au budget-programme. S'il s'inscrit dans le cadre de la politique d'assainissement des finances publiques en lien avec les directives de l'UEMOA, cet outil permet surtout d'instaurer une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les capacités budgétaires du pays.

Avec Togo Officiel

Togo

La TVM a généré 1,35 milliard FCFA au 1er trimestre 2024

L'Office togolais des recettes (OTR) a collecté 1,35 milliard FCFA de Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM) à la fin du premier trimestre 2024, soit 60% de ses prévisions annuelles fixées à 2,26 milliards FCFA.

Ce bilan rapporté récemment par la Direction générale du budget et des finances (DGBF) traduit une augmentation de 29,69% par rapport au 1,04 milliard FCFA perçu durant la même période en 2023. L'augmentation constatée est attribuée au respect rigoureux du calendrier fiscal par des contribuables, encouragés par l'entrée en vigueur stricte du contrôle de paiement de cette taxe par l'OTR, sans délai de prorogation comme cela avait été le cas l'année précédente. En effet, en 2023, la période de perception avait été étendue jusqu'en avril alors que selon le code fiscal en vigueur, la TVM doit être payée au plus tard le 31 mars de chaque an-



née. La TVM qui varie de 5 000 FCFA à 40 000 FCFA selon le type de véhicule, s'applique à tous les propriétaires de véhicules à moteur immatriculés au Togo. Elle concerne notamment les motocyclettes de 125 cm³ et plus, les tricycles, les véhicules utilitaires, les bus, les camions, les autobus et les

gros porteurs. Cette taxe instaurée depuis janvier 2019, est versée à la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) pour assurer l'entretien des routes. Bien que l'échéance soit fixée au 31 mars, sa perception se poursuit toujours.

Avec Togo First

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE-----
La Commission
-----Département des Services Administratifs
et Financiers

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N°021/2024/COM/UEMOA
(Reprise)

Date de publication de l'avis: le 16 août 2024

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la passation de marchés de clientèle en vue des prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Commission de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de la sélection d'un prestataire pour des prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Commission de l'UEMOA.
3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour des prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Commission de l'UEMOA.
4. Le dossier d'appel d'offres est constitué de huit (08) lots :
 - **Lot 1** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Présidence de la Commission ;
 - **Lot 2** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département des services administratifs et financiers (DSAF) ;
 - **Lot 3** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département du Marché Régional et de la Coopération (DMRC) ;
 - **Lot 4** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département du Développement Humain (DDH) ;
 - **Lot 5** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) ;
 - **Lot 6** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC) ;
 - **Lot 7** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement (DAREN) ;
 - **Lot 8** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département du développement de l'Entreprise, des Mines et de l'Energie et de l'Economie Numérique (DEMEN).

NB : Un prestataire ne peut être attributaire de plus de deux (02) lots.

5. Le délai d'exécution du marché est d'une (01) année, renouvelable au maximum deux (02) fois, après exécution satisfaisante des prestations.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres;
 - un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
 - une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
 - une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
 - Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.
6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous:

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers.**
 7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.
 8. Les offres rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 17 septembre 2024 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de deux cent mille (200 000) FCFA/LOT. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables
 9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.
 10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

**Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par Délégation,
le Directeur de Cabinet,**


Lassana FOFANA



COP 29

Les institutions africaines définissent l'agenda climatique

Anthony Nyong, directeur du Département du changement climatique et de la croissance verte à la Banque africaine de développement, avec d'autres orateurs à l'ouverture de la 12ème conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique, à Abidjan.



● Junior Aredola

La Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA) ont réuni à Abidjan les principales parties prenantes afin d'aligner les priorités de l'Afrique en matière d'action climatique en prélude à la conférence des parties sur le climat (COP 29). Cette rencontre, la douzième conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique, s'est ouverte le 30 août en marge de la dixième réunion extraordinaire de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (AMCEN). Le ministre ivoirien de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique, Assahoré Jacques Konan, hôte des participants, a souligné l'impact disproportionné des changements climatiques sur l'Afrique, malgré sa faible contribution aux émissions mondiales. «L'Afrique émet moins de 4 % du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais elle est la plus touchée par les conséquences néfastes des changements climatiques», a indiqué le ministre. Il a exhorté les participants à produire des résultats concrets au cours de la conférence, qui devraient servir de plateforme pour des recommandations exploitables visant à renforcer la participation de l'Afrique aux négociations internationales à venir, notamment celles de la COP 29. «Sans efforts

urgents d'adaptation et d'atténuation, les changements climatiques entraîneront une perte annuelle équivalente à 5 % du PIB du continent d'ici 2040, et ce seront les pauvres, les femmes et les populations les plus vulnérables et marginalisées, principalement en Afrique, qui subiront le plus gros des impacts», a déclaré l'ambassadrice Josefa Sacko, commissaire à la Commission de l'Agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable. Elle a exhorté les participants à unir leurs forces avant la COP 29, en mettant l'accent sur la mobilisation de financements climatiques à grande échelle pour le continent. « Nous devons ancrer nos négociations, nos délibérations et notre position commune sur l'obtention de dons plutôt que sur le recours à la dette ou aux prêts, sur l'augmentation du financement des projets et sur l'amélioration des marchés du carbone», a ajouté Mme Sacko. Anthony Nyong, directeur du Département du changement climatique et de la croissance verte à la Banque africaine de développement, a appelé les participants à en faire davantage. «Nous devons continuellement accroître notre soutien et notre financement à l'Afrique pour faire face aux impacts croissants des changements climatiques sur les économies nationales, les sociétés et les écosystèmes», a-t-il déclaré. M. Nyong a ajouté que l'Afrique était confrontée à un déficit important en matière de financement climatique. «Le financement climatique mondial actuel est loin de répondre aux besoins et aux attentes des pays africains, moins de 3 % du montant total de ces fonds parvenant à l'Afrique

subsaharienne chaque année», a-t-il indiqué. Il a réaffirmé l'engagement de la Banque africaine de développement à doubler le financement climatique pour atteindre 25 milliards de dollars d'ici l'année prochaine et à faire passer la part de l'Afrique dans le financement climatique mondial de 3 à 10 %. La douzième Conférence sur les changements climatiques et le développement en Afrique devrait permettre de dégager un consensus autour de la position des pays africains sur l'action climatique et d'aligner les priorités sur les résultats du bilan mondial de 2023, un processus clé de l'Accord de Paris qui évalue les progrès mondiaux accomplis dans la réalisation des objectifs climatiques afin d'orienter les actions et les politiques futures. Les objectifs clés comprennent l'élaboration de cadres solides pour les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et l'identification des besoins de financement pour l'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la résilience. La dixième session extraordinaire de l'AMCEN et la consultation régionale de la COP 16 de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD (le lien est externe)) se tiennent à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 30 août au 6 septembre 2024, sous le thème «Renforcer les ambitions de l'Afrique pour réduire la dégradation des terres, la désertification et la sécheresse».

Afrique subsaharienne

Incofin investit dans la nutrition

Via son fonds N3F, Incofin effectue ses premiers investissements dans le secteur nutritionnel subsaharien où les opportunités d'investissement sont nombreuses.

Incofin, gestionnaire de fonds d'investissement centré sur les marchés émergents, a annoncé le lundi 2 septembre 2024, les trois premiers investissements opérés par son dernier fonds, Nutritious Foods Financing Facility (N3F). Lancé cette année, ce véhicule cible des petites et moyennes entreprises (PME) africaines, évoluant dans la chaîne de valeur alimentaire. Ses premiers investissements ont été orientés vers trois PME dont deux du Kenya et une de la Zambie. La première, Shalem Investment, est une entreprise kényane active dans l'agrégation des produits de petits exploitants agricoles et la fourniture de farines locales enrichies. La deuxième, Camino Ruiz, est une PME kényane orientée vers la production et la distribution de poissons. La troisième, Good Nature Agro, quant à elle est spécialisée dans la production de légumineuses et semences. Chacune de ces 3 entités a obtenu un financement par



emprunt compris entre 0,5 et 1 million \$. Cette ressource, qui vise à accroître leurs productions, sera accompagnée par un programme d'assistance technique proposé par des institutions partenaires d'Incofin. « Ces investissements initiaux illustrent la mission de N3F de combler le déficit de financement des PME en Afrique subsaharienne », a déclaré Myrtho Vlastou, directrice de la dette pour l'Afrique chez Incofin Investment Management. Et d'ajouter : « nous encourageons les entreprises qui offrent des avantages nutritionnels essentiels à leurs communautés. Notre objectif

est de favoriser des changements tangibles et durables là où ils sont le plus nécessaires ». Incofin a aussi annoncé de nouvelles transactions en cours en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Selon cette société de gestion, les opportunités d'investissement dans la nutrition en Afrique subsaharienne sont larges. N3F vise ainsi à démontrer que le secteur de la nutrition peut faire l'objet d'investissements en Afrique. Le véhicule combine des capitaux publics et privés et cible des opportunités dans l'alimentation et la nutrition en Afrique subsaharienne.

Avec Agence Ecofin

Sénégal

GreenYellow cède ses actifs solaires

GreenYellow poursuit son désengagement de l'Afrique. L'entreprise française vient de vendre ses actifs au Sénégal à Afreenergy, un énergéticien basé à Maurice.



Le portefeuille de GreenYellow au Sénégal est composé de trois centrales solaires sur toiture en opération d'une capacité totale de 2,6 MWh, destinées à couvrir, par le biais de l'autoconsommation, les besoins en électricité de clients commerciaux et industriels (C&I). Ces installations sont rachetées par Afreenergy Solar, la filiale de l'énergéticien Afreenergy basé à Maurice. Selon Afreenergy, les économies de carbone générées par l'ensemble du portefeuille sont considérables, avec une réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO2) de plus de 2000 tonnes par an, et une réduction cumulative de plus de 26000 tonnes sur toute la durée des contrats. « Cette

acquisition renforce notre présence dans un pays stratégique comme le Sénégal, où l'on observe une dynamique significative en faveur des énergies renouvelables et de l'énergie solaire en particulier. Il s'agit d'une tendance que nous souhaitons accompagner grâce à des partenariats avec des acteurs locaux afin de donner accès au plus grand nombre à une énergie propre et abordable», affirme son directeur général Christian Cachat. Afreenergy qui reprend les actifs de GreenYellow au Sénégal mène des activités dans au moins 12 pays africains avec un portefeuille en exploitation et en développement de 320 MW. Pour sa part, GreenYellow poursuit son désengagement de l'Afrique.

Au début de cette année, l'entreprise détenue majoritairement (75 %) par la société d'investissement Ardian a déjà cédé ses actifs dans deux pays au sud du Sahara. Au Burkina Faso, GreenYellow a vendu sa participation dans la centrale solaire de Nagréongo (30 MWh) située au sud de la ville de Ziniaré, et à environ 30 km au nord-est de Ouagadougou. À Madagascar, GreenYellow a vendu ses parts dans la centrale solaire photovoltaïque d'Ambatolampy de 40 MWh avec moyen de stockage (5 MWh). La société dirigée par Otmame Hajji veut désormais se consacrer à la transition énergétique des entreprises en France et dans l'océan indien.

Avec afrik21

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

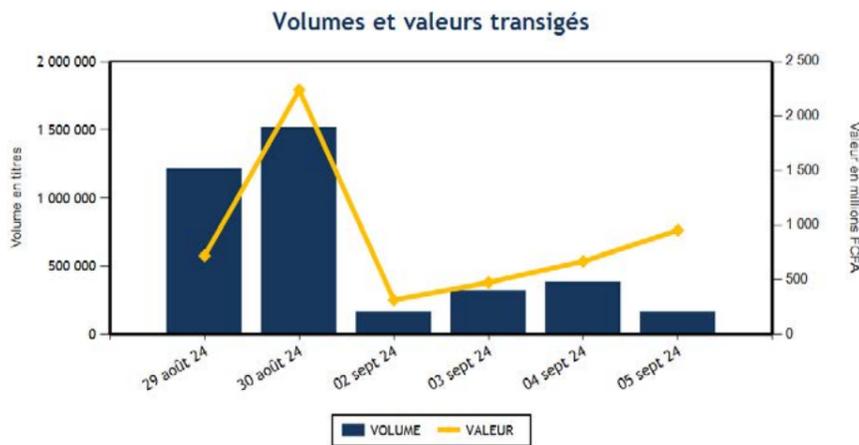
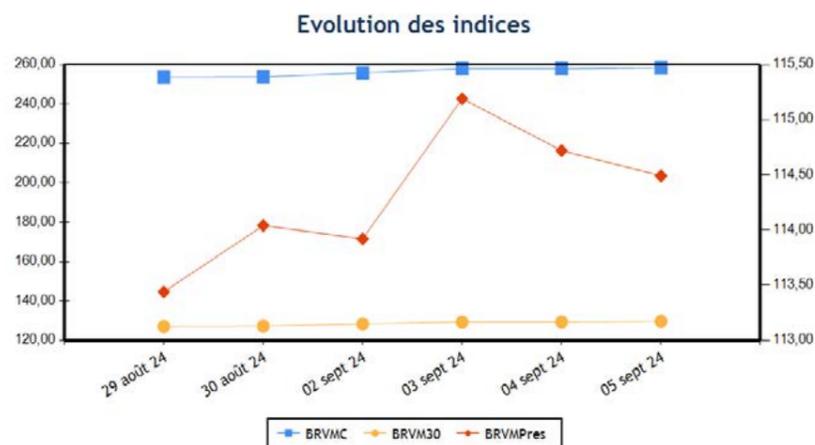
jeudi 5 septembre 2024

N° 169

BRVM COMPOSITE	258,48
Variation Jour	0,22 %
Variation annuelle	20,70 %

BRVM 30	129,71
Variation Jour	0,25 %
Variation annuelle	20,27 %

BRVM PRESTIGE	114,49
Variation Jour	-0,20 %
Variation annuelle	12,83 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 598 446 558 754	1,06 %
Volume échangé (Actions & Droits)	169 012	-55,67 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	950 267 838	41,63 %
Nombre de titres transigés	41	-2,38 %
Nombre de titres en hausse	15	-25,00 %
Nombre de titres en baisse	19	26,67 %
Nombre de titres inchangés	7	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 373 920 951 203	0,01 %
Volume échangé	543	27 050,00 %
Valeur transigée (FCFA)	5 420 308	27 911,93 %
Nombre de titres transigés	3	200,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	6 885	7,49 %	37,70 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	8 275	7,47 %	21,69 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 760	7,43 %	-30,24 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 355	7,05 %	-5,80 %
SETAO CI (STAC)	685	5,38 %	-23,89 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 890	-7,35 %	28,14 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 440	-5,24 %	28,42 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 950	-3,54 %	-43,41 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	19 800	-2,70 %	23,36 %
NESTLE CI (NTLC)	7 000	-2,10 %	-5,21 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	114,49	-0,20 %	12,83 %	74 535	544 013 455	8,59
BRVM-PRINCIPAL	36	126,02	0,36 %	21,22 %	93 552	404 820 863	11,96

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	108,31	0,12 %	7,21 %	11 981	30 248 960	16,71
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	693,08	0,05 %	30,41 %	28 467	395 862 905	10,00
BRVM - FINANCES	15	98,70	0,44 %	14,21 %	65 265	371 584 228	5,73
BRVM - TRANSPORT	2	341,70	-1,38 %	3,25 %	3 240	4 535 800	4,43
BRVM - AGRICULTURE	5	173,31	0,48 %	7,27 %	12 285	40 793 490	12,18
BRVM - DISTRIBUTION	7	365,39	0,74 %	11,33 %	46 596	105 643 130	56,17
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	845,21	5,39 %	-23,89 %	253	165 805	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,17
Taux de rendement moyen du marché	8,01
Taux de rentabilité moyen du marché	10,01
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	150
Volume moyen annuel par séance	389 882,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 123 837 422,28

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	6,75
Ratio moyen de satisfaction	15,62
Ratio moyen de tendance	231,32
Ratio moyen de couverture	43,23
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	4,08
Nombre de SGI participantes	32

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = Moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Galerias Lafayette

A 97 ans, la présidente Ginette Moulin passe la main

Ginette Moulin, 97 ans, la présidente de la holding familiale Motier, qui contrôle les Galeries Lafayette, a passé la main fin août à son gendre Philippe Houzé, assisté des petits-enfants Nicolas Houzé, Guillaume Houzé et Arthur Lemoine, une « évolution préparée de longue date ».

Ginette Moulin, 97 ans, prend du recul. Présidente de Motier, le fond propriétaire à 100% des Galeries Lafayette depuis 2005, elle a « exprimé sa volonté de démissionner de ses fonctions », a indiqué la communication des Galeries Lafayette dans un communiqué. Objectif : « confier davantage de responsabilités à la cinquième génération de dirigeants familiaux ». Son gendre Philippe Houzé, est le nouvel homme fort de la holding familiale. Il présidait depuis 2005 le directoire des Galeries Lafayette et succède désormais à Ginette Moulin à la présidence de Motier. Il est l'époux de Christiane, l'une des trois filles du couple Moulin. « Philippe Houzé aura pour responsabilité de veiller au développement des actifs de la famille Moulin, qui intègrent notamment le groupe Galeries Lafayette, La Redoute et une participation significative dans le groupe Carrefour » précise la communication des Galeries Lafayette. Les propriétaires des Galeries Lafayette sont depuis 2014 un important actionnaire du géant de la distribution alimentaire, même s'ils n'en sont plus le premier depuis mars 2024 et le rachat par Carrefour de 25 millions de ses actions à « Galfa », société détenue par la famille Moulin. À ce titre, Philippe Houzé est vice-président du conseil d'administration de Carrefour, dont est également membre Patricia Moulin Lemoine, l'aînée des filles



• **Le magasin Haussmann devrait retrouver en 2024 son niveau de ventes pré-Covid-19, selon le groupe.** (Crédits : Mal Langsdon)

de Ginette Moulin.

Nicolas Houzé nommé président du directoire des Galeries Lafayette

Trois des petits-enfants de Ginette Moulin ont également été nommés vice-présidents de Motier : Nicolas Houzé, Guillaume Houzé et Arthur Lemoine. Le premier succède à son père à la présidence du directoire des Galeries Lafayette, avec pour objectif de « définir et déployer la vision stratégique du groupe ». Ce, « avec le concours du Directoire composé de Guillaume Houzé, Arthur Lemoine et Ugo Supino, dans la volonté de poursuivre et accélérer la transformation engagée ces dernières années ». Cette évolution est « préparée de longue date », assure le groupe. Elle intervient au terme d'une séquence chaotée pour le groupe familial, qui a souffert pendant plusieurs années des conséquences de l'épidémie de

Covid-19 sur l'activité internationale.

Concentrer les efforts sur la marque coeur

Mi-juin, le groupe annonçait vouloir retrouver en 2024 ses ventes de 2019, soit 3,85 milliards d'euros de volume d'affaires sous enseigne. « Une partie de notre clientèle n'est toujours pas revenue », en particulier les groupes de touristes chinois, soulignait alors Nicolas Houzé, mais l'entreprise est « revenue à la rentabilité d'exploitation depuis 2022 » et prévoit un plan d'investissement de 400 millions d'euros sur cinq ans. Le groupe, qui fêtera ses 130 ans d'existence à la rentrée, a réalisé 3,6 milliards d'euros de ventes en 2023 sous enseigne. Un chiffre qui comprend les ventes réalisées par le vaisseau amiral parisien, situé boulevard Haussmann, les 18 autres magasins français exploités par le groupe, mais aussi ceux exploités en franchise, en France et à l'international.

(Avec AFP)

TotalEnergies

Feu vert d'Adani au projet de coentreprise

Le projet de coentreprise entre TotalEnergies et Adani Green Energy a franchi une étape décisive, avec l'accord du conseil d'administration de la société indienne. Évalué à 444 millions de dollars (401,16 millions d'euros), il doit permettre de développer des installations solaires en Inde dans le plus grand parc d'énergies renouvelables du monde.

Annoncé il y a tout juste un an, la création d'une coentreprise entre TotalEnergies et le conglomérat indien Adani Green Energy Limited a obtenu un feu vert décisif pour sa concrétisation. Le conseil d'administration de la société indienne a en effet donné son accord à ce projet, comme l'ont annoncé les deux entreprises. « [Adani] apportera les actifs à la joint-venture et TotalEnergies investira 444 millions de dollars afin de soutenir leur développement. La signature et la finalisation



• **Grâce à cette coentreprise, TotalEnergies aura « un accès direct à la propriété des actifs » apportés par Adani, notamment des parcs éoliens et solaires en Inde (Photo d'illustration).** (Crédits : STEPHANE MAHE)

de la transaction est soumise aux actionnaires d'[Adani] et aux conditions de clôture habituelles, notamment l'obtention de certaines approbations réglementaires », a précisé TotalEnergies dans

un communiqué. Les deux futures associées ont précisé que la coentreprise à parité détiendra un portefeuille de 1,15 gigawatts (GW) d'installations solaires.

(Avec AFP)

Informatique

En difficulté, Atos revoit ses prévisions à la baisse

Le groupe d'informatique français Atos a révisé à la baisse ses projections financières pour la période 2024-2027 après les résultats du premier semestre, sans que cela n'impacte son plan de restructuration, a-t-il affirmé ce lundi.

Dans un communiqué, le groupe d'informatique français a indiqué ce lundi s'attendre à ce que son chiffre d'affaires s'établisse à 9,7 milliards d'euros en 2024, contre les 9,8 milliards prévus lors de son précédent plan publié en avril. Soit une baisse de 4% par rapport à 2023. Atos prévoit aussi des charges d'intérêts en numéraire, une génération de trésorerie et un levier de financement plus faibles que prévu sur la période. Il anticipe toujours une génération de trésorerie positive en 2026, mais « plus faible que prévu initialement ». Sur les marchés, Atos cédait 3,15% à 79 centimes, ce lundi matin vers 11h30. Ces ajustements reflètent les mauvais résultats du groupe au premier semestre, qui a déploré une perte nette de 1,9 milliard d'euros après d'importantes dépréciations d'actifs et la fin de contrats clients dans la région Amériques. Le calendrier de mise en œuvre de son plan de restructuration demeure « inchangé », précise Atos, avec une audience devant le tribunal le 15 octobre concernant l'approbation du plan de sauvegarde accéléré.

Procédure de sauvegarde accélérée

JO 2024

« Un demi-million de voyageurs » accueillis via la plateforme Airbnb

La plateforme Airbnb a accueilli 500.000 voyageurs pendant les Jeux olympiques de Paris 2024, a indiqué ce lundi son directeur général France, Clément Eulry, sur Radio Classique.

Un demi-million de « voyageurs » ont été accueillis à lors des JO dans des logements mis en location sur la plateforme californienne Airbnb, a indiqué ce lundi sur Radio Classique le directeur général France, Clément Eulry. « Il y a eu un effet très fort des Jeux olympiques » dans les villes hôtes comme Paris ou Marseille, mais « aussi et surtout » autour de ces villes, a expliqué Clément Eulry sur Radio Classique. L'événement a généré « un pouvoir d'achat additionnel de 1.000 euros en moyenne pour les Franciliens », a-t-il indiqué. « Les prix sont restés raisonnables », car l'offre a « fortement augmenté », a assuré Clément Eulry. Si certains propriétaires avaient été accusés de vouloir louer à prix d'or, « les hôtes qui ont loué à prix raisonnable ont trouvé leur réservation », a-t-il insisté. « Un voyageur sur dix ayant séjourné à Paris



• **Atos s'attend à ce que son chiffre d'affaires s'établisse à 9,7 milliards d'euros en 2024, contre les 9,8 milliards prévus lors de son précédent plan publié en avril.** (Crédits : Stephanie Mahe)

Pour rappel, l'ex-fleur de la tech est entré en juillet en procédure de sauvegarde accélérée. Celle-ci doit lui permettre de sortir la tête de son plan de restructuration - dont le montant atteint 1,75 milliard d'euros. Plombé par une dette brute colossale de près de 5 milliards d'euros, Atos avait enclenché en février une procédure de restructuration. Le groupe a rappelé que sa mise en œuvre « entraînera une dilution massive des actionnaires actuels d'Atos ». Après le retrait fin juin du consortium mené par Onepoint, premier actionnaire d'Atos initialement choisi pour mener à bien ce

sauvetage, les créanciers et les banques se sont entendus pour reprendre et sauver eux-mêmes l'entreprise. Leur accord comprend notamment une augmentation de capital de 233 millions d'euros et une réduction de la dette d'environ 3 milliards d'euros.

Offre de 700 millions d'euros de l'Etat

Mi-juin, l'État français avait fait une offre de 700 millions d'euros pour acheter les activités d'Atos jugées stratégiques et sensibles, dont des supercalculateurs utilisés pour la dissuasion nucléaire française, les contrats avec l'armée française et les produits de cybersécurité. Bercy a également octroyé un prêt de 50 millions d'euros à l'entreprise et acquis une « action de préférence » lui permettant de mettre son veto à certaines opérations au niveau de Bull, la filiale qui construit ces supercalculateurs. Atos a précisé le 1er août que la finalisation de la négociation de cette convention visant « à protéger les intérêts de souveraineté » de l'État devrait être finalisée en octobre tandis que l'émission de l'action de préférence est prévue pour le deuxième semestre.

(Avec AFP)



• **Airbnb a accueilli près de 500.000 voyageurs pendant les JO de Paris 2024.** (Crédits : Dado Ruvic)

» pendant les Jeux dans un logement Airbnb « a effectué un autre séjour en France après la cérémonie de clôture », avait par ailleurs indiqué la plateforme. AirDNA, cabinet qui analyse les données de plusieurs plateformes (Airbnb, Abritel...), avait confirmé que le taux d'occupation des locations touristiques à Paris avait atteint 62% pendant ces Jeux, plus qu'en 2023 malgré la flambée du nombre d'annonces, avec de nombreuses réservations de dernière minute. Déjà à l'approche des JO, le nombre d'annonces pour des meublés

de tourisme sur Airbnb en Île-de-France avait doublé en un an, selon une étude de l'Institut Paris Région (IPR) publiée à la mi-juillet.

11,2 millions de visiteurs

Selon un premier bilan de l'Office du tourisme de Paris publié la semaine passée, 11,2 millions de visiteurs (dont 85% de Français) ont pris part, avec ou sans billet, aux activités liées aux JO en région parisienne, entre le 23 juillet et le 11 août. Un chiffre conforme aux projections de l'organisme, qui attendait 11,3 millions de visiteurs. Parmi eux, 3,1 millions de touristes français et étrangers (+19,2% par rapport à 2023) et 3,1 millions de visiteurs venus pour la journée (non-Franciliens), le reste des visiteurs venant de région parisienne.

(Avec AFP)

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODES	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
Forum d'Afreximbank	07 au 06 septembre 2024	Dakar Sénégal	Afreximbank et GIABA
Salon EMEC EXPO 2024	11 au 13 septembre 2024	Foire Internationale de CASABLANCA OFEC	
4 ^{ème} édition du Salon Africain de l'Education (SAED)	15 au 22 septembre 2024	Grande Esplanade de l'Hôtel de Ville de Yaoundé Email: saed@jusa.africa Tél : 670 361 082 / 690 621 036 / 620 241 133	La JUSA et ses Partenaires
Forum Investir en Guinée	18 septembre 2024 en ligne		
Forum Transport de la BAD	18 au 19 septembre 2024	Abidjan Côte d'Ivoire Sofitel Hôtel	
Nairobi : Africa Forum 2024	24 au 25 septembre 2024		BII Global
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistebenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Financial Summit AFIS 2024	09 au 10 décembre 2024	Casablanca Maroc	Groupe Jeune Afrique

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistebenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Saturne invitera à la prudence dans les transactions commerciales, achats, ventes. Vous voudrez aller de l'avant, c'est très bien, mais ne vous hâtez pas d'investir vos bénéfices dès maintenant.

Taureau Votre situation financière sera stable. Vous consacrerez davantage de temps et d'efforts à l'amélioration de votre niveau de vie. Certains pourront obtenir une prime quelconque, d'autres parviendront à dégager quelques économies, simplement en organisant mieux leur budget.

Gémeaux Attention aux opérations financières très risquées au cours de cette journée. C'est tout l'équilibre de votre budget qui pourrait être compromis. Il sera plus sage de renoncer aux transactions importantes et d'attendre des jours plus propices.

Cancer Vous serez obligé de gérer votre budget avec plus de rigueur encore que d'habitude. C'est à ce prix que vous réussirez à éviter les problèmes pécuniaires. D'autant plus que vous risquez de subir des retards dans vos rentrées d'argent.

Lion Plusieurs planètes bénéfiques feront passer votre situation matérielle au premier plan. Vous pourrez équilibrer votre budget et même accroître votre pouvoir d'achat.

Vierge Vous aurez à vous serrer la ceinture ! C'est ce que vous détestez le plus au monde, mais vous ne pourrez guère faire autrement. Alors, oubliez les dépenses somptuaires et évitez absolument les achats à crédit, toujours très dangereux. Et si vous êtes contraint d'effectuer d'importantes transactions financières, en particulier la vente ou l'achat de biens immobiliers, entourez-vous de bons conseillers.

Balance Si vous êtes un collectionneur et aimez la bric-à-brac, vous aurez l'occasion de faire une acquisition intéressante aujourd'hui. Il faudra cependant garder la tête froide pour ne pas vous laisser tondre !

Scorpion Sur le plan financier, vos projets s'avéreront tout à fait satisfaisants, et les influx astraux vous aideront à les réaliser sans trop de peine. Vous devrez néanmoins savoir éviter de vous laisser dévorer par une ambition démesurée.

Sagittaire Après les dissonances astrales qui ont dernièrement déséquilibré vos finances, le Ciel se dégagera et vous permettra d'y voir plus clair. Vous devriez en profiter pour vous remettre à flot. Vous ne ferez pas encore d'économies, mais vous sortirez du rouge, ce qui est déjà bien. Tout en tirant les leçons d'une gestion passée qui vous a conduit près de la catastrophe, vous aurez à cœur de solder vos dettes, mais il est inutile de tomber dans l'excès inverse en vous privant de tout.

Capricorne Vous qui rêvez toujours de gagner au Loto, vous devrez vous contenter de ce que votre travail vous rapporte. Ne vous plaignez pas : si les astres ne vous promettent aucun coup de chance exceptionnel, ils ne vous menacent pas non plus d'une quelconque catastrophe. Alors, même si vous êtes obligé de vérifier l'état de votre compte en banque avant de satisfaire vos envies actuelles d'achats, gardez le sourire en pensant à tous ceux qui ont moins que vous.

Verseau Attention aux opérations financières hasardeuses ! En revanche, si vous êtes bien conseillé par des spécialistes, vous serez en mesure de réaliser une excellente affaire.

Poisson Excellente journée pour étudier de près l'état de vos finances. Vous pourrez faire davantage fructifier vos ressources, en étudiant de nouveaux modes de placement et en prenant quelques risques contrôlés.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AFRIQUE FORTUNE SARLU

Vivre serein dans une propriété sécurisée



Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo
Tel : 91068288/ 90339292

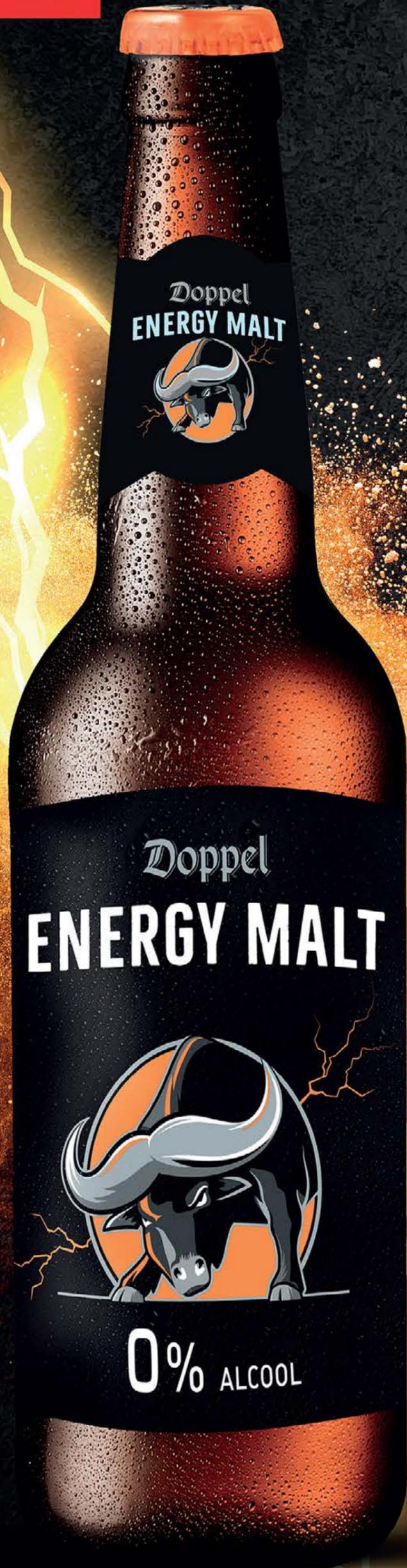
Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.

NOUVEAU

Doppel

ENERGY MALT

0% ALCOOL
100% ENDURANCE



500
FCFA*

BOUTEILLE

33_{CL}

*Prix de vente conseillé



BB LOMÉ S.A.
LE LABEL QUALITÉ

www.bblobe.com

